

Human Rights Watch (HRW) dans un nouveau rapport publié ce jeudi 11 août 2022 accuse l'armée camerounaise de *« meurtres »* et de *« disparitions »* dans la région en crise du Nord-Ouest.

«*Des soldats camerounais ont sommairement tué au moins 10 personnes et commis plusieurs autres abus entre le 24 avril et le 12 juin lors d'opérations anti-insurrectionnelles* dans cette partie du pays », indique l'ONG de défense des droits de l'Homme. Elle affirme notamment que « *des soldats ont brûlé 12 maisons, détruit et pillé des centres de santé, détenu arbitrairement au moins 26 personnes et en auraient fait disparaître de force quelque 17 autres* ».

HRW évoque notamment « *une opération de représailles contre une communauté soupçonnée d'abriter des combattants séparatistes* » menée le 1er juin dernier par des soldats du 53e Bataillon d'infanterie motorisée (BIM) dans le village Missong, et qui a abouti à la mort de neuf personnes, « *dont quatre femmes et une fillette de 18 mois* ».

L'armée camerounaise, le 7 juin dernier, avait reconnu avoir tué neuf civils dans la « *réaction inappropriée* » d'un détachement du 53e BIM « *en mission de recherche d'un camarade porté disparu* » à Missong, dans le département de la Menchum.

«*Dans une réaction inappropriée, inadaptée à la circonstance et manifestement disproportionnée par rapport au refus de coopération des villageois hostiles et craignant le pire pour eux-mêmes et leur camarade disparu, les soldats (…) vont faire usage de leurs armes* », avait déclaré, dans un communiqué, le chef de la division de la communication du ministère de la Défense (Mindef), le capitaine de vaisseau Cyrille Atonfack, indiquant que comme « *mesure conservatoire* », les *« 4 militaires (…) ont été démobilisés (…) et mis aux arrêts à la compagnie de gendarmerie de Bamenda* ».

Depuis quatre ans, les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun ont sombré dans un cycle meurtrier de violences qui a fait "plus de 3 500 victimes et provoqué le déplacement de plus de 700 000 habitants", selon Human Rights Watch.